

M. LANDERKIN : Il en a émigré plus que ce nombre.

M. McLELAN : L'honorable député dit qu'il en a émigré plus que ce nombre; mais il n'aurait pas d'objection à ce qu'il en émigrât 34,000 de plus.

M. LANDERKIN : Je ne le voudrais pas.

M. McLELAN : Et toutes leurs familles. Je pousserai l'hypothèse plus loin. Après que ces ouvriers auraient passé un certain temps aux Etats-Unis à fabriquer des marchandises pour le peuple canadien, achetant leurs aliments des cultivateurs américains et payant le tribut au gouvernement américain, supposons qu'ils disent : le produit de notre travail va au Canada; nous sommes disséminés dans diverses villes; supposons que nous nous unissions, pour traverser la frontière et nous établir dans un endroit central, où nous emmènerions nos constructeurs de maisons, ainsi que nos avocats, nos médecins, notre clergé, nos femmes, nos enfants et nos domestiques; et que nous formions une population de plus de 100,000, puis que nous nous établissions dans une localité où il n'entrerait pas une seule livre de beurre ni un seul article provenant d'un cultivateur canadien, mais où les cultivateurs américains pourraient venir librement nous apporter dans leurs voitures et par chemin de fer tout ce dont nous aurions besoin, et où le cultivateur canadien n'aurait aucune relation avec nous. L'honorable député et tous les cultivateurs canadiens verraient alors le résultat de cet état de choses, et je crois qu'ils diraient : il faut mieux avoir une politique qui ait pour effet de retenir ici ces ouvriers et leurs familles, et de permettre à nos cultivateurs de leur vendre les produits de leurs fermes, et de trouver ainsi à écouler leurs produits dans le pays.

J'ai parlé, M. l'Orateur, en réponse à l'honorable député, de l'augmentation qui s'est produite dans le nombre des ouvriers, et du fait que sir Leonard Tilley avait fait préparer des statistiques indiquant l'augmentation du nombre